

C'est une déclaration bien touchante de la part d'un jeune homme cherchant à justifier ses politiques. Il a agi en député libéral consciencieux, en homme qui croyait vraiment que les politiques libérales résoudraient les maux de notre société, car il s'est laissé éblouir par les statistiques. Mais les faits réels ne montrent qu'aucune amélioration appréciable n'a été apportée à la répartition des revenus dans notre pays.

Comme bon nombre de ses collègues, étant donné que les statistiques ne confirmaient pas l'argument qu'il essayait d'avancer, il a accusé ceux qui étaient chargés de rassembler ces statistiques. Ou bien, comme le ministre des Finances le fait si souvent, s'il n'aime pas voir les chiffres sur le chômage, il ne cite que des chiffres qui lui plaisent. Il dit: «Ne parlons pas des taux de chômage, parlons du nombre de personnes qui travaillent. Peut-être qu'ainsi le chômage disparaîtra. Je ne m'occupe pas de prévoir l'avenir; ne me demandez pas quel sera le futur taux de chômage». Il n'aime pas voir les chiffres sur le chômage car ils sont choquants, une honte pour le pays, aussi se fabrique-t-il de nouvelles statistiques ou transforme-t-il celles qui existent.

De fait, un peu plus loin au compte rendu le député de York-Est (M. Otto) se plaint de la statistique sur le chômage et, par une série de questions, essaie de faire admettre aux représentants de Statistique Canada que quelque chose cloche dans la façon dont on prépare la statistique du chômage. Les fonctionnaires durent le rassurer disant que les chiffres étaient bien exacts, et que tout ce qui se dit sur les taux de participation, le niveau du chômage, le nombre des jeunes travailleurs, des nouveaux venus sur le marché du travail, et ainsi de suite, ne change rien au fait que le gouvernement n'a pas réussi à remédier à certains problèmes fondamentaux auxquels notre société fait face.

Dans une certaine mesure, la hausse du produit national brut et de la production partout dans le monde a estompé le problème de la répartition du revenu; les avantages qui sont censés provenir d'une société libérale ne se sont tout simplement pas produits. Nous vivons dans un pays riche, et jusqu'à un certain point nous vivons de notre actif immobilisé. Nous avons pollué nos ressources, pris des raccourcis, vécu de nos ressources, de nos sources d'énergie, de notre minerai de fer, les vendant à vil prix pour maintenir le *statu quo*. Mais nous n'avons pas administré le pays—le gouvernement ne l'a certes pas fait—d'une manière intelligente.

Telles sont mes remarques préliminaires avant de parler du budget, car je veux simplement indiquer les faits et montrer que le budget dont la Chambre est saisie est une suite lamentable, peut-être la pire, des politiques destinées à perpétuer l'inégalité entre les Canadiens et l'injustice fondamentale qui existe à l'heure actuelle. Pour paraphraser les paroles de Walter Bagot à l'endroit de la Chambre des Lords, le remède à ce budget est de l'examiner de près et cela faisant, vous constaterez comme il est déplorable.

Le gouvernement jouit de revenus qui augmentent rapidement et qui auraient pu être utilisés pour abaisser les impôts des Canadiens moyens. Le gouvernement a pré-

férent affecter la majorité de ses revenus fiscaux croissants au secteur des affaires. Sur les 850 millions distribués par le gouvernement, 350 millions sont destinés à des fins valables, à notre avis, notamment l'aide aux pensionnés et aux étudiants. Mais un montant encore plus élevé, soit 500 millions, est consacré à la diminution des impôts sur les sociétés. Le gouvernement percevra 49.9 p. 100 de ses recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers et 12.2 p. 100 des sociétés, ce qui révèle un écart croissant entre les deux champs fiscaux. C'est là une situation particulièrement regrettable puisque assez récemment on réduisait temporairement de 3 p. 100 l'impôt des particuliers, mais de 7 p. 100 celui des sociétés. Si nous remontons à 1962, le gouvernement percevait à l'époque 31 p. 100 de ses revenus du secteur des particuliers et 21 p. 100 des sociétés. Aujourd'hui les pourcentages s'établissent à 44 et à 15 p. 100. Il s'agit ici de chiffres budgétaires de l'administration; les autres proviennent des comptes nationaux.

Le gouvernement se propose dans ce budget d'augmenter de 1.12 milliard les impôts des particuliers. Par rapport à l'année dernière, c'est une augmentation d'environ 15 p. 100. Le gouvernement se propose de hausser d'environ 10 p. 100 les taxes de vente qui en général sont payées par les particuliers. Alors qu'il prend une telle mesure, le gouvernement réduit les impôts des sociétés de quelque 60 millions de dollars. On a peine à en croire ses yeux.

Les apologistes du gouvernement—dont le ministre, évidemment—peuvent dire qu'il est impossible d'établir ce genre de distinction entre le revenu des particuliers et celui des sociétés. Après tout, que sont ces dernières? Elles sont formées d'actionnaires et cet argent finit par échoir à ces derniers. Tel peut être le cas de certaines sociétés fermées dont les actionnaires sont citoyens du même pays, mais pas dans un pays comme le nôtre où la majorité des impôts proviennent de sociétés elles-mêmes plutôt que de leurs actionnaires. Au Canada, plus de la moitié de ces impôts sont perçus auprès de sociétés étrangères. Donc, pour autant qu'on accorde un privilège fiscal au secteur privé, nous en faisons profiter un trésor étranger ou des investisseurs étrangers, et non des Canadiens. Le gouvernement est en train de demander aux contribuables canadiens, aux salariés, d'accorder une subvention fantastique à des entreprises à capital étranger.

L'honorable représentant d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) se demande pourquoi le gouvernement n'a pas simplement accordé ces avantages aux sociétés de propriété canadienne. C'est que cela aurait neutralisé ce que le gouvernement tente de faire, savoir offrir des pots-de-vin aux sociétés américaines installées au Canada afin qu'elles ne retournent pas aux États-Unis ou qu'elles n'y transfèrent pas leur production à cause du programme DISC. Le député d'Edmonton-Ouest affirme aussi que le gouvernement n'a pas de stratégie industrielle. Il en a bien une, et elle devient très évidente maintenant. Elle consiste simplement à offrir de plus gros pots-de-vin que n'importe qui. Elle se résume ainsi: «Ne tentez pas de gérer l'économie, ne cherchez pas à réglementer l'industrie, n'essayez pas d'assurer des garanties; bornez-vous à offrir des pots-de-vin. Si d'autres en offrent, offrez la même chose.»